

Chronique de la gauche de gauche

Front de gauche

La primaire de tous les dangers ?

Samedi 20 février à Paris, Bourse du travail. Les collectifs « de solidarité avec le peuple grec » se réunissent pour faire le bilan de leurs actions et envisager la suite, notamment une « caravane de solidarité qui permettrait de récupérer et d'acheminer en Grèce le matériel médical déjà rassemblé dans différentes villes françaises, et d'organiser par la même occasion des événements militants solidaires »¹. En se présentant avant de décrire leurs activités, beaucoup font référence au Front de gauche, sans autre commentaire et comme si cela allait de soi, pour nommer leur ancrage militant. Y aurait-il pour la gauche de gauche aussi un pays réel, celui des associations citoyennes et des actions concrètes, et un pays légal, celui des affrontements entre les composantes du Front de gauche ?

Au niveau national en effet, le Front de gauche semble bel et bien moribond. Cette opinion, largement partagée, ne fait que confirmer les réactions après les régionales du mois de décembre et les profondes divergences d'approche sur la tactique à suivre qui les avaient

LOUIS WEBER

précédées. Pour le profane, mais sans doute pas seulement, le Front de gauche était devenu illisible. Une preuve en était le fait que personne n'a pu chiffrer de façon incontestable les résultats électoraux, tant les alliances régionales avaient été différentes, pour ne pas dire contradictoires.

Une idée restait commune, traduisant le constat d'échec : il faut aller au-delà du Front de gauche constitué dans la période qui a précédé l'élection présidentielle de 2012. Pour Éric Coquerel, coordinateur du Parti de gauche, « le Front de gauche ne peut plus suffire, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut pas réfléchir ensemble² ». Pour Olivier Dartigolles, porte-parole du Parti communiste, « il ne s'agit pas de colmater le Front de gauche mais de refonder la gauche dans un cadre unitaire. [...] faire émerger une dynamique unitaire, travailler avec tous les pans de la société, les associations, les syndicats, les personnalités issues de

1. Citations extraites de l'appel à cette réunion, à l'initiative du collectif Solidarité France Grèce pour la Santé – Paris et de l'association Bretagne-Grèce-Solidarité-Santé.

2. Cédric Clérin, « Le Front de gauche à l'épreuve de l'échec », *L'Huma-Dimanche*, 18 décembre 2015.

la société civile, les intellectuels... Il faut un acte fondateur pour acter cette refondation de la gauche et imposer une alternative politique³ ». Ensemble !, la troisième composante du Front de gauche, dit la même chose avec des mots différents en proposant de « rassembler les forces qui ont depuis plusieurs mois commencé à converger⁴ ». C'est-à-dire, comme on peut le lire dans d'autres écrits, les partis à la gauche du PS, mais aussi des initiatives plus innovantes comme le Mouvement pour la Sixième République, le Mouvement commun du député Pouria Amirshahi (qui vient d'annoncer son départ du Parti socialiste) et, surtout, les mouvements sociaux et écologistes, particulièrement au niveau local.

C'est dans ce contexte que le thème des « primaires à (ou de la) gauche » a (re)fait irruption dans le débat, provoquant une polarisation inconnue jusque-là. L'idée n'est pas nouvelle. Elle part de l'hypothèse, qui reste cependant à démontrer, que la primaire socialiste de 2011 a été directement à l'origine de la victoire de François Hollande sur Nicolas Sarkozy au mois de mai suivant. Dès le mois d'avril 2015, la fondation Terra Nova rendait public un rapport intitulé : « Primaires, si c'était à refaire ». Comme le titre l'indique explicitement, il s'agissait pour les auteurs de refaire l'expérience de 2011, « indéniable succès démocratique ». En même temps apparaît le souci, nouveau, de concevoir un « instrument de rassemblement souhaitable en vue d'une compétition où le scénario du 21 avril 2002 est devenu probable ». D'où l'idée de « primaires de coali-

tion », plus ouvertes que celle de 2011. Ouverte à qui ? Aux écologistes, mais aussi à « toute autre composante de la gauche », les auteurs du rapport ayant pris soin d'étudier les effets d'une telle initiative sur les électeurs écologistes ou du Front de gauche.

Pour les composantes du Front de gauche, la ficelle était cependant un peu grosse. Pour Olivier Dartigolles, en effet, « avec la proposition d'une "primaire de coalition", Terra Nova va au bout d'une démarche de capitulation engagée en 2012 avec un rapport intitulé "Gauche : quelle majorité ?"⁵. Il était alors théorisé que les classes populaires, abandonnées à l'abstention et au FN, ne pouvaient en aucun cas être reconquises par la gauche ». Il considère donc que ce second rapport vise à installer le tripartisme, en fermant la porte à une alternative à gauche de la majorité actuelle du Parti socialiste.

Mais l'idée était dans les esprits. Emmanuelle Cosse, avant de se prêter au « travail de sape d'EELV⁶ » entrepris par François Hollande, jugeait l'hypothèse « un peu surréaliste », tout en déclarant ne pas être « opposée à une primaire de toute la gauche, mais elle n'est pas à l'ordre du jour puisque ni Hollande ni Mélenchon ne la souhaitent ». À l'époque elle considérait encore que « ce n'est pas dans l'autre gauche, pas plus que dans le socialisme, que les écologistes vont trouver leur salut »⁷.

5. Terra Nova, *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*, <http://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012>

6. Selon un tweet de Karima Delli, députée européenne EELV cité dans « Comment la nomination d'Emmanuelle Cosse au gouvernement aggrave la crise chez Europe Écologie Les Verts », *Le Huffpost*, 12 février 2016.

7. « L'opposition de gauche est une impasse »,

3. *Ibidem*.

4. *Ibidem*.

L'appel « Pour une primaire à gauche » publié par *Libération* le 10 janvier s'adresse aux « gauches » (le pluriel vaut d'être noté) et aux écologistes. Il va accélérer le processus et le débat qu'il porte en germe. Pour les auteurs⁸, la « primaire est la condition *sine qua non* pour qu'un candidat représente ces forces à l'élection présidentielle en incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse. Elle est l'opportunité de refonder notre démocratie ».

Cet appel est rapidement relayé par Caroline de Haas. Celle-ci, qui a quitté le Parti socialiste en 2014 pour cause de désaccord avec la politique gouvernementale et qui anime une agence de conseil en communication, a travaillé avec et pour le Front de gauche et les écologistes dans l'organisation des Chantiers d'espoir⁹, dernière tentative de poursuivre la dynamique unitaire initiée en 2012. L'objectif était déjà de « susciter des rencontres, partout en France, pour tracer un nouveau chemin. Des rencontres, connectées, pour échanger et inventer ensemble le projet et la stratégie à mettre en œuvre pour mettre un coup d'arrêt à l'avancée

de la droite et de l'extrême droite. Et de redonner des couleurs, de la saveur et du tranchant aux valeurs d'égalité et de liberté, de faire émerger une alternative à gauche porteuse d'une politique, citoyenne, féministe, écologiste et solidaire¹⁰ ». Cette initiative a cependant tourné court après quelques réunions consacrées à trouver les « bonnes idées » et à essayer de renouveler en profondeur le style des réunions politiques. Cet échec montrait surtout que le Front de gauche n'était déjà plus, en tout cas plus tout seul, la force propulsive dont ses initiateurs avaient rêvé.

Cette fois, « Le jeune activiste Elliot Lepers, la féministe Caroline De Haas et l'ex-communicant de Mélenchon, Arnaud Champremier-Trigano¹¹ » ont très vite réagi à l'appel publié dans *Libération*. Dans un message sur *Mediapart*, ils font état de « 500 citoyennes et citoyens, de tous les départements, de toutes origines, de tous engagements » prêts à prendre en charge « l'organisation de cette primaire », objet encore non identifié pour en faire « l'instrument d'un changement politique ». Le texte précise les conditions matérielles (une « levée de fonds citoyenne ») et, s'agissant du fond politique et sur le mode devenu une figure imposée de l'anaphore, « Cette primaire va nous permettre de changer les termes du débat et les règles du jeu. Cette primaire va nous faire retrouver le sens des mots et celui des promesses électorales. Nous pousser à inventer de nouvelles façons, inclusives, démocratiques et innovantes de pratiquer la politique. Cette

tempsreel.nouvelobs.com, 6 janvier 2016.

8. Les initiateurs sont des personnalités de la société civile et deux militants Verts : Julia Cagé, économiste ; Daniel Cohn-Bendit, Européen ; Mariette Darrigrand, sémiologue ; Marie Desplechin, écrivaine ; Guillaume Duval, journaliste ; Romain Goupil, cinéaste ; Yannick Jadot, député européen ; Hervé Le Bras, historien et démographe ; Dominique Méda, sociologue ; Thomas Piketty, économiste ; Michel Wieviorka, sociologue. Est publiée en même temps une liste d'une quarantaine de « premiers signataires », tous issus de la société civile (chercheurs, artistes, etc.)

9. Sur la genèse de ce processus, voir Louis Weber, « Front de gauche. Un état des lieux encourageant », *Savoir/Agir* n° 30, 2014.

10. « Chantiers d'espoir », *Mediapart*, 22 janvier 2015.

11. *tempsreel.nouvelobs.com*, 23 janvier 2016.

primaire va nous encourager à penser plus loin, pour répondre aux enjeux du vingt-et-unième siècle¹² ». *L'Obs* est plus prosaïque : les protagonistes lanceraient cet « appel pour mettre sur orbite un candidat alternatif au président¹³ ».

Intérêts et motivations

Ce qui pose la question des motivations réelles de ces diverses initiatives. Le spectre de 2002 avec l'élimination du candidat de gauche au deuxième tour est présent dans tous les textes, on veut éviter un tête à tête mortifère au deuxième tour entre les candidats de droite et d'extrême droite. D'où l'idée, un peu naïve, qu'il suffirait d'un candidat unique pour « les gauches et les écologistes » pour rassembler les suffrages qui, autrement, se porteraient sur les divers candidats proposés par ces courants politiques. Pour la plupart des signataires de l'appel paru dans *Libération*, on a probablement là la motivation première, tout à fait respectable. Mais pour ceux qui sont proches du Parti socialiste et de sa majorité, ou d'un de ses courants contestataires, la primaire est vue comme un moyen d'empêcher que d'autres candidatures de gauche ne viennent troubler le jeu. Pour la gauche de gauche, une telle perspective n'est évidemment pas acceptable, surtout si le vainqueur devait être l'actuel président.

La primaire de « toute la gauche », ou de « Hollande à Mélenchon », est donc potentiellement un piège. Et cela d'autant plus que le bureau du Parti socialiste s'est empressé, dès le 8 février, de dire son intention de participer à une

« primaire de coalition, c'est-à-dire une primaire qui réunirait toute la gauche de gouvernement sans préalable et avec une seule condition : que tous ceux qui participent soient d'accord pour soutenir celui ou celle qui gagnera la primaire¹⁴ ». La probabilité aujourd'hui de voir un candidat de la gauche alternative passer devant celui du Parti socialiste étant assez faible, le risque est donc de voir toute la gauche voter pour le vainqueur de la primaire dès le premier tour, c'est-à-dire possiblement pour l'actuel président de la République.

On pouvait donc s'attendre à ce que ce risque creuse les divergences anciennes au sein du Front de gauche. Il ne s'agit en effet que d'une forme extrême du dilemme posé par les élections récentes, municipales, départementales puis régionales : s'allier avec le Parti socialiste, tout au moins au deuxième tour (et, par conséquent, avoir des élus) ou s'y refuser à cause de la politique menée par le gouvernement au plan national (et prendre le risque de ne plus être représenté du tout). Pragmatisme de bon aloi ? Réalisme ? Ou seulement le souci, quel que soit le prix à payer, de ne pas perdre ses élus et les ressources matérielles et symboliques qu'ils procurent ? Les débats internes au Front de gauche et au sein de chacune de ses composantes ont tourné autour de ces questions depuis que la pâte levée à l'occasion de la présidentielle 2012 est retombée.

Pour le Parti de gauche, le choix a été vite fait, dans la ligne de l'attitude adoptée pour les élections précédentes et sans doute aussi de la volonté de

12. <https://primairedegauche.fr>

13. *Ibid.*

14. « Le PS prêt à une primaire de "la gauche de gouvernement", sans Mélenchon », *tempsreel.nouvelobs.com*, 8 février 2016.

revivre 2012 et la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Pas question donc de se prêter à une primaire, ni même à une procédure commune à la gauche de gauche pour 2017. L'annonce faite par Jean-Luc Mélenchon le 10 février sur le plateau de TF1 (« Oui, je propose ma candidature pour l'élection présidentielle ») a donc le mérite de la continuité. Les autres composantes du Front de gauche n'avaient pas été consultées, ni même informées. Elles ont pu être déroutées aussi par la manière dont le débat autour de la primaire a été présenté (« une petite scène ») et la forme « hors cadre de partis » et très personnelle (« Moi, je propose ma candidature. C'est le peuple qui va en disposer. Je ne demande la permission à personne¹⁵. »)

La continuité vaut aussi pour le Parti communiste. Se joindre à une initiative venue, au moins formellement, de la société civile et pouvant donc être considérée comme citoyenne, participe de la recherche d'un renouvellement de la politique et des alliances affirmée à différentes reprises depuis que le Front de gauche est entré en léthargie. Elle se heurte cependant à tout un pan de l'histoire du PCF. Ce qui n'a pas empêché, quelques jours après la publication de l'appel dans *Libération*, Pierre Laurent, « pas forcément emballé mais pas opposé non plus¹⁶ »,

d'annoncer la couleur : « Certains me disent : primaire. Ce n'est pas ma culture, mais je dis : discutons, échangeons, construisons ensemble [...] Dans les jours et semaines qui viennent, je multiplierai les contacts, les rencontres, les initiatives. Ma porte est ouverte, [en 2017] il faut un candidat de gauche au service du peuple, un candidat porteur d'un projet de gauche pour la France, sur les valeurs de la gauche, qui rompe avec les errements du pouvoir actuel ». Le PCF a participé ensuite aux diverses réunions organisées pour les primaires. Le lancement à la Bellevilloise à Paris où « On croise des écolos (Yannick Jadot, co-initiateur de *Notre Primaire*, la secrétaire nationale d'EE-LV Emmanuelle Cosse, l'ex-ministre Cécile Duflot), des socialistes opposés à la politique de François Hollande et Manuel Valls (les députés Christian Paul, Laurent Baumel), des communistes (le porte-parole du PCF Olivier Dartigolles), et ceux qu'on étiquette comme *intellectuels* et qui ont lancé l'appel dans *Libération* le 11 janvier (Thomas Piketty, Michel Wievorka, Marie Desplechin, Dominique Meda, Raphaël Glucksmann...) »¹⁷. Le PCF est aussi représenté au comité d'organisation de la primaire qui a commencé à se réunir le 18 février avec le PS (voir plus loin). Il a lui-même organisé le 22 février, dans le cadre des « Lundis de l'Humanité », un débat au siège du Parti communiste, avec deux des signataires de l'appel de janvier, Yannick Jadot et Marie Desplechin, ainsi que Pierre Laurent. Cela a permis à ce dernier de tester, non sans déclencher de forts remous dans une salle comble, l'hypothèse d'une participation du

15. Cette posture, qui a pu être qualifiée de gaullienne par ses adversaires a été reprise avec l'allusion au « quarteron d'apparatchiks qui me regarde de son balcon » que seraient les autres dirigeants du Front de gauche (Bourdin direct, BFM TV, 7 mars 2016, https://www.dailymotion.com/video/x3wab8z_j-l-melenchon-invite-a-bourdin-direct-sur-bfmtv-le-07-03-2016_tv).

16. « Primaire à gauche : Pierre Laurent "prêt à tout discuter" », *Le Figaro.fr*, 12 janvier 2016.

17. *Libération*, 4 février 2016.

Parti socialiste à la primaire, y compris celle de François Hollande¹⁸.

La rupture ?

Jean-Luc Mélenchon et le Parti de gauche ont rapidement obtenu un soutien militant important (près de 75 000 signataires à la mi-mars). Le « mouvement citoyen » *La France insoumise* a été lancé et l'hypothèse de sa transformation en « mouvement politique permanent » est sur la table. Des « groupes d'appui » locaux sont en cours de constitution, une réflexion sur le programme est lancée à partir de sept points proposés (Sixième République, partage des richesses, planification écologique, sortir des traités européens, paix et indépendance, progrès humains). Du matériel (affiches, auto-collants, tracts) déjà prêt peut être commandé sur un site au nom très explicite (jlm2017.fr).

La Parti communiste et à un degré un peu moindre Ensemble ! (qui est seulement « observateur actif ») participent de leur côté au comité d'organisation de la primaire, déjà évoqué. Ils y retrouvent régulièrement les représentants de la direction du Parti socialiste, de l'opposition interne à ce parti, de Nouvelle Donne, d'EELV (autre observateur

actif) et les animateurs de l'appel paru dans *Libération*¹⁹ et du site *Primaire de gauche* (Caroline de Haas notamment). L'inconnue Hollande (sera-t-il candidat ou non ?) pèse évidemment sur les débats de ce groupe à la composition insolite. Pour l'instant, il n'est pas question de candidat mais de contenu des propositions à faire : faut-il s'en tenir à l'affirmation de valeurs (thèse du PS) ou aller vers un socle avec les ingrédients d'une rupture avec la politique gouvernementale actuelle (thèse du PCF et d'Ensemble !, notamment) ?

Ce processus de divergence au sein du Front de gauche laisse cependant au bord du chemin celles et ceux qui constituaient les non-encartés. Ils ont donc essayé de réagir en lançant un appel *Rallumons ensemble l'étincelle du Front de gauche*²⁰ pour traduire « l'inquiétude de toutes celles et tous ceux qui se sont impliqués dans le Front de gauche, pour qui ce rassemblement d'un nouveau genre a créé de l'espoir » et qui ne se résignent pas à son « déclin ». Seront-ils entendus ? Rien n'est moins sûr, même si rien ne dit encore que les processus en cours sont sans retour²¹. ■

18. Le Conseil national du PCF des 5 et 6 mars 2016 a confirmé ces divergences internes. Certes le texte adopté affirme que les primaires à gauche montrent que « de nombreuses forces sont disponibles pour un large rassemblement en 2017 pour imposer une alternative de gauche ». Mais il reconnaît aussi que « des interrogations fortes » et des demandes de « clarification » demeurent chez les communistes, auxquelles s'est attelé à répondre le Conseil national, non sans débats en son sein (« Pour les communistes, le projet doit primer sur la primaire », *L'Humanité*, 8 mars 2016).

19. <http://notreprimaire.fr>

20. « Entre Mélenchon et le Front de gauche, la rupture est totale », *JDD*, 8 mars 2016.

21. Ensemble ! exprime le même souhait : « Les organisations et les militant(e)s du Front de Gauche doivent s'impliquer pleinement dans ce large rassemblement [de celles et ceux qui contestent la politique gouvernementale] et retrouver une démarche commune. La proposition de candidature de Jean-Luc Mélenchon doit être mise au pot commun d'une construction commune et ne doit pas rester isolée dans une démarche unilatérale » (déclaration du 15mars 2016).

Idées

Le nouvel ordre moral

Une certitude est à peu près établie concernant le FN : son électorat étant relativement hétérogène et les raisons de voter pour ce parti étant des plus diverses, il est difficile de découvrir une logique unique dans les modes de mobilisation partisane. Parmi les électeurs de ce parti, ouvriers, employés, petits indépendants, professions libérales et cadres ont des caractéristiques objectives (revenus, profession, âge, sexe) disparates et des intérêts divergents sinon opposés. Dans quoi peuvent bien se reconnaître des groupes aussi différents ? La force d'attraction du parti n'est pas dans son programme qui peut sembler inconsistant, contradictoire, incomplet, évasif sur nombre de points, mais plutôt dans une rhétorique moralisatrice qui tend à dépolitiser la politique et à traiter les questions de la Cité sous le rapport de la bonne conduite individuelle. Le FN apparaît bien plus à l'aise sur le terrain mortifère et répressif de l'ordre moral que sur celui de l'action économique où il s'efforce de déjouer les alternatives (néolibéralisme et rôle de l'État, Union européenne ou Hexagone, euro ou franc, dépense publique, etc.) et d'éluder des options qui peuvent apparaître comme peu payantes ou embarrassantes, laissant volontiers ses adver-

LOUIS PINTO

saires politiques s'embourber dans les politiques qu'ils ont menées.

Si les militants et, surtout, les électeurs ne sont pas réunis, au-delà de quelques slogans sommaires, par une ligne claire, l'efficacité du discours partisan semble reposer sur une axiomatique implicite dont la force spécifique tient à ce qu'elle procure non pas tant une doctrine qu'un principe d'engendrement souple de questions pertinentes, de réponses concevables et finalement, ce qu'on peut appeler un horizon du pensable qui impose sur le mode de l'évidence tout ce qui demande à être pris au sérieux par un citoyen (ou, ici, par un « Français »).

Distribution et redistribution

Avant de traiter de cette axiomatique entendue comme un petit nombre de propositions primitives dont on peut dériver une infinité de propositions dans les situations les plus diverses, on voudrait expliciter quelques présupposés des analyses. Parmi les principes de classification à l'œuvre dans l'activité symbolique de mise en ordre du

monde social, on propose d'en distinguer deux. Le premier est celui de la distribution, au double sens du terme. Il y a d'abord un sens neutre ou statistique qui concerne la façon dont une propriété logiquement définie est répartie au sein d'une population : il peut s'agir d'un trait objectif soit « naturel » soit institutionnalisé (profession, âge, taille, maladie), d'une pratique (course à pied, violon) ou d'une opinion, d'une croyance, d'un goût, d'une prise de position (croyant/incroyant, gauche/droite, etc.). Il y a aussi un sens sociologique qui concerne les formes d'appropriation sociale des traits qui font la différence entre les individus et entre les groupes, portant les uns au pôle des privilégiés et les autres à celui des démunis : les rapports principaux sous lesquels les inégalités de distribution peuvent être considérées concernent le capital économique et le capital culturel. Il s'agit de tout ce qui découle de la possession, ou non-possession, de ressources conditionnant ce que Max Weber appelait des « chances d'appropriation » grâce auxquelles des individus sont en mesure d'accumuler ce qui a le plus de valeur sociale (argent, patrimoine, diplômes, réputation, etc.). Les terrains de compétition entre groupes et individus constituent autant d'arènes différenciées, comme l'École, le système des professions ou le marché du travail, qui renvoient, ne serait-ce que médiatement, au système des rapports de classes. Alors que les groupes dominants tendent, objectivement et/ou subjectivement, à accumuler les biens ou les capitaux par lesquels sont assurées et leur position dominante et la conservation de cette position, les groupes dominés peuvent tenter, pour améliorer leur position, de

modifier à leur profit la structure des rapports entre classes. Ils peuvent le faire de différentes façons susceptibles de se combiner : en se mobilisant sur leur lieu de travail lorsqu'ils cherchent à agir collectivement sur le montant des salaires, sur les conditions de travail, sur leurs droits individuels et collectifs ; en luttant pour la reconnaissance dans la loi de prérogatives garanties par l'État (droit du travail, sécurité sociale).

Le second principe est celui de redistribution de ressources mise en œuvre par l'État. On ne peut pas dire qu'il se distingue totalement du précédent : le marché qui réalise la rencontre entre employeurs et employés n'est pas le lieu d'une confrontation économique purement contractuelle entre des individus isolés. Mais ce principe, qui concerne de façon manifeste l'action de l'État, a une relative spécificité. Dans une période de crise marquée par le chômage, la perte d'emplois industriels et la diminution des effectifs ouvriers d'une part, et par les politiques d'austérité budgétaire d'autre part, le rôle régulateur de l'État et des politiques conjoncturelles de relance semble amoindri, laissant aux individus l'impression d'être délaissés et de devoir compter sur eux-mêmes. Car à l'impuissance de l'État social que les politiques économiques et sociales mises en œuvre par ce même État ont désarmé face à des mécanismes globaux qui excèdent ses capacités d'action s'ajoute l'impuissance de salariés, voués à considérer la modération salariale, les restructurations et les délocalisations comme un destin sur lequel ils n'ont aucune prise. En modifiant les rapports de force entre employeurs et employés, la « crise » favorise le recul de l'action collective et le repli sur des stratégies individuelles de survie. Le répertoire

de l'action publique a changé : on ne parle plus de carrière dans l'entreprise et de progression salariale mais de mobilité, d'adaptation, d'employabilité, de compétition et d'excellence, termes peu propres à inciter à la solidarité parmi des pairs dotés, comme jadis, d'un avenir commun.

L'État, en même temps qu'il a une moindre puissance, est pourtant l'instance unique et ultime vers laquelle on peut se tourner pour faire face à des situations de désarroi. À défaut d'agir sur les créations d'emploi et sur le niveau des salaires, domaines de plus en plus renvoyés à la négociation contractuelle et donc au pouvoir des employeurs, la redistribution apparaît comme le domaine qui reste encore offert aux débats publics. Or là aussi, le rétrécissement des ressources a pour conséquence de susciter ou d'entretenir des effets de concurrence ainsi que l'affaiblissement des collectifs. Et puisque l'État renonce à créer de la dette pour financer des investissements et qu'il limite ses propres capacités d'intervention, notamment par la privatisation et par le désengagement des services publics, il n'est plus d'autre issue que la lutte pour ce qui reste. Le répertoire collectif de l'action de gauche se trouvant obsolète, notamment du fait des critiques de la gauche moderniste et « antitotalitaire », un autre langage s'impose ou occupe la place vide, celui de l'individualisme moralisateur : c'est ici qu'on retrouve le FN et sa rhétorique qui ne s'adressent pas, comme dans les fascismes d'avant-guerre, ni à la « communauté » du « sang » et du « sol », ni à des « héros », mais à des gens ordinaires, comme vous et moi, qui « en ont assez ».

Une définition de l'équité

Ce que les gens ordinaires déplorent n'est pas nécessairement un ordre social jugé injuste. Ils ont souvent plutôt en tête ce qu'ils sont portés à considérer comme des pathologies de la redistribution, sortes de déviations qui affectent un État incapable d'assurer une gestion raisonnable des transferts qu'il contrôle. Sur fond de pénurie, l'argent est suspecté de ne pas aller là où il devrait être, en sorte que ceux qui en profitent ne le méritent pas. On peut distinguer plusieurs de ces pathologies.

La première, générique, est celle de l'État gaspilleur : le « gouvernement » (et les partis au pouvoir) détournent vers des objectifs discutables les sommes dont ils disposent. Si tel n'avait pas été le cas, les impôts auraient pu être moindres. Or cette idée ne fait qu'exploiter la doxa entretenue par une bonne partie du personnel politique de droite comme « de gauche », par les médias ou par des *think tanks* et vulgarisée par la mythologie d'une pression fiscale « insupportable », accréditant ainsi la conviction que le trop-perçu aurait été géré de façon plus rationnelle et plus légitime par les ménages indûment « sur-taxés », s'ils avaient été libres d'épargner et de consommer à leur guise. Les gaspillages désignent toutes sortes de dépenses jugées superflues, comme les travaux de prestige, la culture pour « l'élite », et aussi tout ce que le secteur privé aurait pu et su faire en mieux et en moins cher.

Les autres pathologies sont des variantes de ce thème du gaspillage. La première est celle de l'État boulimique. L'une des cibles privilégiées est les fonctionnaires qui vivent grâce à une institution dotée d'un appétit

insatiable, se perpétuant de façon parasitaire au détriment des forces productrices de richesse, celles du travail et celles du capital. Non seulement ce groupe ne travaille pas vraiment, mais il entrave par ses contrôles tatillons et despotiques l'action de ceux qui savent prendre des risques pour le bienfait de tous (par exemple en créant des « vrais » emplois dans le secteur privé). Une deuxième variante est celle de l'État partial : les belles paroles sur l'égalité et la fraternité sont démenties par le favoritisme qui consiste à privilégier tous ceux qui, en bonne logique, auraient dû se faire petits et attendre leur tour, en particulier les immigrés. La règle paraît simple : sans recourir à des arguments racistes, on devrait, au moins, admettre que les derniers venus sont aussi les derniers servis en vertu d'un adage qui, formulé de façon lapidaire, donne ceci : « les Français d'abord ! ». La règle de l'« ancienneté » a le mérite d'être claire. Et c'est là que le monde est à l'envers : on n'a rien contre « ces gens-là », mais de là à « tout » leur donner, logements, emplois, allocations, lits d'hôpitaux ! Il doit bien avoir quelque part, pour outrager à ce point le bon sens, des forces sociales puissantes et occultes, à moins que ce ne soit tout simplement une compassion humanitaire, tiers-mondiste, entretenue par la « démagogie » de gauche. Il s'agit de faire prévaloir, contre une vision universaliste et égalitariste de la dignité humaine, la hiérarchie naturelle des dignités qui place tout en bas les étrangers, les « glandeurs », les chômeurs (au moins ceux qui resquillent), les « voyous », et en haut le « travailleur français » : celui-ci ne devrait « plus avoir honte », face aux beaux esprits de Paris (et de Bruxelles), d'être ce qu'il est,

tout simplement un travailleur et, qui plus est, français. La troisième variante est celle de l'État complaisant : le bon sens voudrait que les ressources distribuées soient proportionnelles au mérite et à l'effort. Or c'est sans contrepartie que l'État donne sous forme d'allocations diverses à des paresseux l'équivalent (sinon plus) de ce que de braves gens sont assez bêtes pour gagner à la sueur de leur front. Action criminellement désincitative : les « assistés » n'ont rien d'autre à faire que d'aller s'inscrire à l'administration et d'attendre que « ça tombe du ciel ». Apprenons à les reconnaître sous leurs allures de victimes. Irresponsables, ou rendus tels par la complaisance publique, ils ne sont capables ni de reconnaissance ni d'humilité et prennent pour des droits ce qui n'est que l'effet de la démission morale de tous ceux qui, en haut, ont renoncé à faire entendre les bonnes paroles (qui n'ont jamais fait de mal à personne). La vérité ultime de ces pathologies est celle de l'État laxiste. Les délinquants ne sont qu'une forme de passage à la limite des fraudeurs et profiteurs qui détournent pour eux-mêmes des ressources collectives qu'un État vraiment juste auraient dû être capable d'utiliser autrement. Ils prolifèrent parce qu'on les entretient, par l'impunité, dans l'idée attrayante de l'argent facile, d'un argent gagné sur le dos des gens qui, eux, ont accepté de travailler et d'économiser.

Cette axiomatique moralisatrice qui met en jeu une forme spécifique de sens de la justice est efficace d'abord par sa simplicité quasi-enfantine. Elle nous transporte au pays merveilleux des pères économes qui donnent ce qu'ils peuvent à des gamins bien sages et obéissants, envers pastoral d'une

réalité glauque où les parents « démissionnaires » se laissent faire par les méchantes personnes qui savent bien s'y prendre pour profiter du magot commun. Tout se passe avec des personnages faciles à repérer. Pas besoin dans ce récit de faire intervenir des abstractions macroéconomiques, l'investissement, la politique monétaire, la politique fiscale, les inégalités de revenus et de patrimoines.

Efficace par l'économie qu'elle fait d'une réflexion un tant soit peu compliquée (on a tout de suite compris pourquoi le monde va mal), cette axiomatique favorise les sentiments qui vont de pair avec cette croyance, ces passions « tristes » que sont le ressentiment, l'envie, la haine. Le sentiment de « ras-le-bol » peut sembler d'autant plus légitime que, précisément, il est sans recul ni calcul, envahissant, massif, immédiat. On souffre, il y a des coupables et on les a sous la main : on peut déjà au moins se délecter au fantasme de leur lapidation qu'un vote, peut-être, pourra réaliser un jour. Cela ne rend pas heureux. Mais, après tout, est-ce bien nécessaire ? ■